

Bordereau attestant l'exactitude des informations - PARIS - 7501 - Actes des sociétés (A) - Dépôt
le 27/07/2024 - 105464 - 2023 B 29597 - 752 675 702 - SARL 35 RUE DES RENAUTES

SARL 35 RUE DES RENAUTES
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 600 euros
Siège social : 250 bis boulevard Saint-Germain, 75007 Paris
752 675 702 RCS Paris

**PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
DU 17 JUILLET 2024**

L'an deux mille vingt-quatre,
Le 17 juillet,
A 09h00,

La Société FONCIERE DE TOURNELLES, société par actions simplifiée unipersonnelle, au capital de 10 000 euros, dont le siège social est situé 250 bis boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 499 502 163, représentée par Stéphane Uzan, agissant en qualité de Président.

Propriétaire de la totalité des 100 parts de 16 euros chacune composant le capital social de la Société **SARL 35 RUE DES RENAUTES**,

Associée Unique de ladite société,

I- A préalablement exposé ce qui suit :

En sa qualité de Gérant de la Société, Stéphane Uzan considère que pour donner suite à ses projets d'investissement, la société SARL 35 RUE DES RENAUTES doit augmenter son capital social.

En effet, comme évoqué à l'occasion de précédentes Assemblées, la société a présenté des capitaux propres négatifs.

Le Gérant souhaitant permettre à la Société de reconstituer ses capitaux propres et assurer la santé financière de la Société, avait alors proposé à l'Associée Unique d'augmenter le capital social de la Société.

Pour ces raisons, la présente décision de ce jour entérine la volonté de l'Associée Unique de participer refinancement des capitaux propres de la Société SARL 35 RUE DES RENAUTES via l'augmentation de capital en ce jour.

II- A pris les décisions suivantes :

- Augmentation du capital social ;
- Constatation de l'augmentation de capital ;
- Modification corrélative des Statuts ;
- Délégation de pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DÉCISION
Augmentation du capital social

L'Associée Unique, après avoir constaté que le capital social était entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social de 80 000 euros pour le porter à 81 600 euros, par création de parts nouvelles, à souscrire et libérer en numéraire, par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

L'Associée Unique décide que ladite augmentation de capital est réalisée par la création de 5 000 parts sociales nouvelles de 16 euros de valeur nominale chacune, libérées intégralement lors de leur souscription en numéraire par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Les parts sociales nouvelles seront assujetties à toutes les dispositions statutaires et assimilées aux parts anciennes à compter de ce jour.

DEUXIEME DÉCISION
Constatation de l'augmentation de capital

L'Associée Unique en conséquence de la décision ci-dessus, au vu de l'arrête du compte-courant ouvert par la Société FONCIERE DES TOURNELLES, établi et certifié exact par le Gérant, constate que l'augmentation de capital visée ci-dessus a été intégralement souscrites et libérée dans les proportions ci-dessous :

- La Société FONCIERE DES TOURNELLES à hauteur de 80 000 euros par incorporation de comptes-courant.

L'Associée Unique constate, en conséquence que l'augmentation de capital est ainsi régulièrement et définitivement réalisée et que le capital social de la Société s'établit désormais à la somme de 81 600 euros, divisés en 5 100 parts sociales d'une valeur nominale de 16 euros chacune.

TROISIEME DÉCISION
Modification corrélative des Statuts

En conséquence de la décision qui précède, l'Associée Unique décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des Statuts :

« **ARTICLE 6 : APPORTS**

Apport en numéraire

Monsieur Stéphane UZAN apporte à la Société la somme de 800 euros.

L'EURL FONCIERE SAINT HONORE apporte à la société la somme de 800 euros.

Le 15 juillet 2024, la Société FONCIERE DES TOURNELLES apporte à la société la somme de 80 000 euros. »

« ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 81 600 euros. Il est divisé en 5 100 parts d'une valeur nominale de 16 euros chacune, intégralement et entièrement libérées et réparties de la manière suivante :

- *Foncière des Tournelles : 5 100 parts numérotées de 1 à 5 100. »*

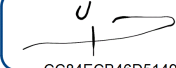
QUATRIEME DÉCISION

Délégation de pouvoirs

L'Associée Unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'Associée Unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

FONCIERE DES TOURNELLES
Associée
Représentée par
Stéphane Uzan

DocuSigned by:

CC84ECB46D5149E...

SARL 35 RUE DES RENAUTES

Société à responsabilité limitée

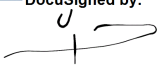
au capital de 81 600 euros

Siège social : 250 bis boulevard Saint Germain, 75007 Paris

752 675 702 RCS Paris

STATUTS MIS A JOUR AU 17 JUILLET 2024

Certifie conforme à l'original

DocuSigned by:

CC84ECB46D5149E...

Les soussignés :

- **Monsieur Stéphane UZAN**
32 bis boulevard d'Argenson
92200 NEUILLY SUR SEINE
- **FONCIERE DES TOURNELLES**
Société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros
Siège social : 250 bis boulevard Saint Germain, 75007 Paris
RCS Paris n° 499 502 136
Représentée par son gérant Monsieur Stéphane UZAN

ont établi tes statuts suivants :

ARTICLE 1 : FORME

La société dont il s'agit est créée sous la forme d'une société à responsabilité limitée, régie par toutes les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

L'objet de la société consiste en :

- L'acquisition d'un ensemble immobilier sis à PARIS - 35 rue des Renaudes,
- La location ou la vente par lot de cet immeuble,
- La location ou la vente de cet immeuble en totalité,
- La mise en copropriété,
- Effectuer toutes opérations financières, emprunter, engager la société et toutes opérations liées à cette opération,
- Toutes opérations d'achats, ventes, locations immobilières.

ARTICLE 3 : DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années, ce à compter du 6 juillet 2012.

Celle-ci pourra, cependant, être prolongée ou au contraire écourtée en cas de dissolution anticipée de la société.

ARTICLE 4 : DENOMINATION SOCIAL

La dénomination sociale de la société est « SARL 35 RUE DES RENAUDES ».

Dans tous les actes et documents émis par la société, quels qu'ils soient, doit figurer un entête indiquant la dénomination sociale suivie de la mention "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "SARL", du montant du capital social, du siège social et du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 5 : SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé au 250 bis boulevard Saint Germain, 75007 Paris.

Les associés réunis en assemblée extraordinaire pourront cependant le transférer en tout endroit et à tout moment. Le transfert décidé par la gérance sera, quant à lui, limité au département.

ARTICLE 6 : APPORTS

Apports en numéraire

Monsieur Stéphane UZAN apporte à la société la somme de 800 euros.

L'EURL FONCIERE SAINT HONORE apporte à la société la somme de 800 euros.

Le 15 juillet 2024 la Société FONCIERE DES TOURNELLES apporte à la société la somme de 80 000 euros.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 81 600 euros. Il est divisé en 5 100 parts d'une valeur nominale de 16 euros chacune, intégralement et entièrement libérées et réparties de la manière suivante :

- **Foncière des Tournelles : 5 100 parts numérotées de 1 à 5 100**

ARTICLE 8 : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

8.1. Augmentation de capital

Les associés réunis extraordinairement peuvent décider d'augmenter le capital par quelque procédé que ce soit, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

8.2. Réduction de capital

Les associés réunis extraordinairement peuvent décider de réduire le capital par quelque procédé que ce soit, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

9.1. Cession

Toute cession ou transmission de parts sociales appartenant à l'un des associés doit être constatée par écrit :

- Dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil

- Ou être déposée au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.

La cession de parts sociales entre associés eux-mêmes est libre.

En revanche, la cession entre associés et conjoints, ascendants ou descendants et autres tiers ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés, lequel est acquis à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans cette dernière hypothèse, le cédant doit notifier le projet de cession à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception. Dans le délai de huit jours suivant cette notification, l'assemblée générale des associés doit être convoquée par la gérance à l'effet de délibérer sur ledit projet. Une consultation écrite est également possible.

La décision prise est ensuite communiquée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession faite par le cédant, l'accord de la société est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, les associés ont l'obligation soit d'acquérir soit de faire acquérir lesdites parts dans les conditions fixées à l'article 1843-4 du Code civil, ce dans le délai de trois mois à compter de la décision de refus.

La cession de parts sociales entre associés eux-mêmes et entre associés et conjoints, ascendants ou descendants est libre, que ces derniers soient associés ou non.

En revanche, la cession à des tiers autres que les personnes ci-dessus mentionnées ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés, lequel est acquis à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans cette dernière hypothèse, le cédant doit notifier le projet de cession à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception. Dans le délai de huit jours suivant cette notification, l'assemblée générale des associés doit être convoquée par la gérance à l'effet de délibérer sur ledit projet. Une consultation écrite est également possible.

La décision prise est ensuite communiquée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession faite par le cédant, l'accord de la société est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, les associés ont l'obligation soit d'acquérir soit de faire acquérir lesdites parts dans les conditions fixées à l'article 1843-4 du Code civil, ce dans le délai de trois mois à compter de la décision de refus.

9.2. Transmission

En cas de décès de l'un des associés, la société se poursuit librement entre les associés restants et les ayants droit ou héritiers, et, le cas échéant, le conjoint survivant

de l'associé décédé.

Ces derniers doivent toutefois justifier de leur qualité auprès de la gérance, qui se réserve le droit d'exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

En cas d'indivision du fait de cette transmission, l'un des copropriétaires représente tous les indivisaires.

La transmission des parts pour cause de dissolution de la communauté entre un associé et son conjoint, autre que par décès, est également libre.

ARTICLE 10 : DROITS DES ASSOCIES

10.1. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal sur les bénéfices réalisés par la société, sur la propriété de l'actif social et sur le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

10.2. Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport.

Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société, lorsqu'aucun commissaire aux apports n'a été désigné ou lorsque les associés n'ont pas retenu la valeur proposée par le commissaire aux apports.

10.3. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 11 : GERANCE

11.1 Nomination et pouvoirs du gérant

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non.

Monsieur Stéphane UZAN est nommé gérant pour une durée indéterminée.
Au cours de la vie sociale, ils sont nommés par décision collective ordinaire.

A cet effet, ils pourront faire tous les actes de gestion qu'ils jugeront utiles au bon fonctionnement de la société. A l'égard des tiers, ils disposeront des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

11.2 Responsabilité du gérant

Le gérant est responsable envers la société ou envers les tiers des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, des violations des statuts, ainsi

que des fautes commises dans sa gestion.

11.3 Cessation des fonctions du gérant

Le gérant pourra être révoqué pour juste motif par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Ses fonctions cesseront également par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité ou révocation.

11.4 Rémunération du gérant

La rémunération du gérant sera fixée lors de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

ARTICLE 12 : DECISIONS DES ASSOCIES

12.1. Modalités

- Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée générale soit par consultation écrite des associés, soit par acte sous seing privé ou notarié signé par tous les associés. S'agissant, toutefois, de l'approbation des comptes annuels, une assemblée générale ordinaire doit être convoquée.

- Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés autres que celles relatives aux modifications statutaires, à l'agrément pour une cession ou une mutation de parts sociales, aux droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions ordinaires sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

- Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions ayant pour objet une modification des statuts, l'agrément pour une cession ou mutation de parts sociales ou les droits de souscription ou d'attribution.

Elles doivent être adoptées :

- À l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société civile, ou en société par actions simplifiée.

- À la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.

- Par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts pour toutes

les autres décisions extraordinaires.

12.2. Assemblées générales

- Les associés sont convoqués aux assemblées par le gérant, ou en cas de carence de ce dernier, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

- L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

- Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée dans un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

12.3. Consultation écrite

La gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent alors d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance, ce par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

12.4. Participation aux décisions collectives

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint, hormis l'hypothèse d'une société entre deux époux. Un associé peut également se faire représenter par un autre associé, hormis l'hypothèse d'une société constituée entre deux seuls associés.

Lorsqu'une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

12.5. Procès-verbaux

Les décisions des associés sont consignées dans des procès-verbaux établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

ARTICLE 13 : EXERCICE ET COMPTES SOCIAUX

Chacun des exercices sociaux débutera le 1^{er} janvier pour être clos le 31 décembre de chaque année.

A titre exceptionnel, le premier bilan de la société se clôturera au 31 décembre 2012.

Les comptes annuels, l'inventaire, le rapport de gestion, les rapports spéciaux du gérant et les rapports du commissaire aux comptes (s'il existe) seront établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 14 : AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le bénéfice ou la perte de l'exercice écoulé est calculé par différence entre les produits et les charges de l'exercice, ce après déduction des amortissements et provisions.

Sur le bénéfice ainsi obtenu, diminué éventuellement des pertes antérieures, est prélevée une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'assemblée générale peut décider de distribuer des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Il est précisé, toutefois, que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée générale fixe les modalités de mise en paiement des dividendes. Ce paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut, cependant, avoir lieu lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des

réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 15 : CONTROLE-COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément à l'article 64 de la loi du 24 juillet 1964 relative aux sociétés commerciales, la nomination de commissaires aux comptes n'est requise que dans certains cas.

Le cas échéant, ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16 : PROROGATION

Les associés, réunis extraordinairement pourront décider de la prorogation de la société, ce au plus tard un an avant la date d'expiration de la société.

ARTICLE 17 : DISSOLUTION ET LIQUIDATION

17.1. La société sera dissoute à l'arrivée de son terme, sauf prorogation, ou en cas de survenance d'une cause de dissolution prévue par la loi. Elle peut également intervenir du fait d'une décision des associés réunis en assemblée générale extraordinaire.

17.2. Dès sa dissolution, la société est mise en liquidation. A cette fin, un ou plusieurs liquidateurs doivent être nommés lors de l'assemblée générale prononçant la dissolution. Ils disposent à cet effet des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde entre les associés. En fin de liquidation, il leur appartient de convoquer l'assemblée générale à l'effet de statuer sur les comptes définitifs, de se voir donner quitus et décharge de leur mandat et de constater la clôture de la liquidation.

Par ailleurs, les fondions du gérant et des commissaires aux comptes cessent à compter de décision prononçant la dissolution.

A compter de ladite décision, dans tous les actes et documents divers émanant de la société, la dénomination sociale doit être suivie de la mention "en liquidation".

ARTICLE 18 : CONTESTATIONS

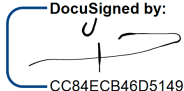
Toute contestation relative aux affaires sociales pouvant surgir pendant la durée de la société sera tranchée par le tribunal compétent.

ARTICLE 19 : FORMALITES ET POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant, aux fins d'accomplir les formalités de publicité corrélatives à la constitution de la société et notamment celles nécessaires à l'acquisition de la personnalité morale.

Tous pouvoirs sont également donnés au gérant aux fins de contracter tous emprunts auprès d'établissement bancaires ou financiers, de signer toutes transactions d'acquisition ou de ventes pour le compte de la société.

Fait à Paris,
Le 17 juillet 2024

DocuSigned by:

CC84ECB46D5149E...